



L'accord-cadre renforcerait le système de formation suisse

Accord-cadre, vérification des faits, épisode 6: Les opposants à l'accord-cadre avec l'UE affirment que, en cas d'acceptation, la Suisse devrait reconnaître des diplômes européens sans valeur et renoncer aux filières de formation professionnelle. En cas de refus, l'UE intenterait des actions. Après vérification, il apparaît que l'accord-cadre ne changerait rien dans ce domaine. Il aurait cependant un impact positif sur un autre aspect du système de formation.

Affirmation: L'accord-cadre saperait la formation professionnelle suisse.

Les faits: D'après des opposants à l'accord-cadre, celui-ci sonnerait le glas d'un système de formation suisse performant. Il autoriserait en effet les États membres de l'UE à intenter des actions contre la Suisse si celle-ci ne reconnaît pas les diplômes de ressortissants de l'UE. Cet argument est farfelu ne serait-ce parce que l'UE ne dispose pas de compétences dans le domaine de la formation professionnelle. Les États membres règlent eux-mêmes leur système de formation professionnelle, l'UE ne peut rien leur prescrire. En vertu de l'annexe à l'accord sur la libre circulation des personnes, la Suisse peut décider elle-même quels diplômes elle reconnaît comme équivalents. À l'heure actuelle, très peu de diplômes sont concernés et donc peu de professions. Dès lors, on peut dire que l'accord-cadre n'affecterait pas la formation professionnelle en Suisse.

Il est clair cependant que, sans l'accord-cadre, le système de formation verrait sa qualité diminuer. En effet, il est vital pour la place scientifique et la recherche en Suisse que les chercheurs puissent continuer de fonctionner en réseau et

d'échanger avec des partenaires européens et de collaborer à des projets communs. L'accord-cadre garantirait la participation de la Suisse aux programmes européens en matière de recherche et de formation. D'ailleurs, la réintégration de la Suisse dans le programme d'échanges Erasmus+, qui comprend des offres destinées aux étudiants mais aussi aux enseignants, aux professionnels et dans le domaine du bénévolat, ne sera guère possible sans accord-cadre.

De plus: Savez-vous quels métiers sont particulièrement recherchés au sein de l'UE? La Suisse possède quatre langues nationales, contre 24 pour l'UE. Sachant que la Commission traduit tous les documents dans toutes les langues, la Direction générale de la traduction a besoin d'une armée d'experts. Elle compte près de 2200 collaborateurs. Cela représente 6,8% de l'ensemble des effectifs de la Commission et fait de la Direction générale de la traduction le deuxième employeur après la Direction générale du développement et de la coopération. La Direction fait face à une pénurie de main-d'œuvre spécialisée et recherche désespérément des interprètes et traducteurs. Sa production est énorme: En 2011, les traductions ont totalisé 2,2 millions de pages. Le volume a dû augmenter depuis puisque l'UE a intégré de nouvelles langues officielles. La production de 2011 équivaut à une pile de 330 mètres, ce qui est aussi haut que la tour de la télévision, baptisée Tour d'Europe, à Francfort.

Vérification des faits en lien avec l'accord-cadre

Les articles ci-après ont déjà paru dans notre série estivale:

1. [Oups, 60% des électeurs ont été tout simplement oubliés!](#)
2. [Baignades en été seulement?](#)
3. [Voici pourquoi Angela Merkel ne pourra pas devenir conseillère fédérale](#)
4. [Voici comment l'accord-cadre renforce notre souveraineté](#)
5. [La souveraineté fiscale des cantons resterait intacte](#)
7. [La protection des salaires reste l'affaire des partenaires sociaux](#)
8. [La fable de la disparition des banques cantonales](#)
9. [Pourquoi il n'y a pas lieu d'endosser le rôle de victime](#)
10. [Notre politique agricole reste indépendante](#)